

# L'aile droite de l'UMP part à l'offensive

Les députés membres du collectif de la Droite populaire entendent peser dans la constitution du prochain gouvernement et l'élaboration du projet de 2012. Ils seront reçus par Nicolas Sarkozy le 9 septembre

L'a droite «*décomplexée*» veut faire entendre sa voix. Hier, une trentaine de députés UMP membres du nouveau collectif de la Droite populaire ont apporté leur soutien à la «*nouvelle impulsion donnée par le chef de l'État lors de son discours de Grenoble*» en matière de sécurité, alors que Nicolas Sarkozy doit décider lundi des modalités d'élargissement de la déchéance de la nationalité pour les délinquants d'origine étrangère. «*Il est de notre devoir de parlementaires de voter les lois permettant au gouvernement d'agir efficacement contre ceux qui n'ont qu'un seul but: s'enrichir par la délinquance ou assouvir leurs pulsions les plus viles*», écrivent les députés dans une tribune publiée dans *Le Figaro*.

À l'origine étiquetés «*sarkozystes*», ces députés UMP – dont les élus du sud-est de la France Thierry Mariani et Lionnel Luca, ou encore Christian Vanneste (Nord) ou Philippe Meunier (Rhône) – ont décidé cet été de se regrouper pour «*remettre les pendules à l'heure*» face à ce qu'ils considèrent comme des «*dérives*» inquiétantes du parti majoritaire. L'ouverture à gauche, initiée en 2007 par le chef de l'État, a été le premier choc. Et les critiques émises régulièrement par les ministres issus de la gauche les exaspèrent. Mais ces élus, tenants d'une droite «*décomplexée*», ne se reconnaissent pas non plus dans les discours libéraux tenus par certains responsables de l'UMP, sur les questions de société notamment. Ils s'inquiètent des prises de position de la secrétaire d'État Nadine Morano sur la famille et la bioéthique, par exemple. Et ont

jugé «*inacceptable*» le soutien apporté au cinéaste Roman Polanski, mis en cause dans une affaire de mœurs, par le ministre de la culture Frédéric Mitterrand.

D'autres «*dérives*» du quinquennat les ont incités à s'organiser pour faire entendre leur voix: le discours «*vert*» de Nicolas Sarkozy, qui a souhaité un temps imposer une taxe carbone, la coloration «*bling-bling*» des débuts du quinquennat ou encore l'affaire «*Bettencourt-Woerth*», qui met en lumière les liens entre le pouvoir et l'argent. «*Nous sentions que l'UMP n'allait pas dans la bonne direction*, explique le député du Rhône Philippe Meunier. *La défaite aux élections régionales l'a prouvé. Nous appelons à revenir aux fondamentaux de 2007.*» Soit: la restauration de la nation face aux dérives supranationales et communautaires, le contrôle des frontières, l'autorité de l'État, les valeurs civiques et morales, la défense de la famille, etc. «*Toutes ces valeurs paraissaient évidentes en 2007*, analyse le député du Nord Christian Vanneste. *Trois ans plus tard, la droite se perd. Le président doit redevenir le Sarkozy qu'on a aimé en 2007.*»

Le chef de l'État doit recevoir le collectif jeudi prochain à l'Élysée. Nicolas Sarkozy, qui cherche à récupérer l'électorat populaire ayant fait défection à la droite aux régionales, voit plutôt d'un bon œil la constitution d'un tel groupe au sein de la majorité. En laissant s'exprimer les ministres d'ouverture, les centristes, de même que ces tenants d'une droite «*décomplexée*», le président balaye le spectre tout en apparaissant au-dessus de la mêlée. «*C'est intéressant pour nous*, reconnaît un proche du chef de l'État. *On a ainsi une majorité qui marche sur ses deux jambes.*» Le collectif de la Droite populaire, qui souhaite être représenté dans le nouveau gouvernement, entend également peser sur le projet de la droite en 2012. «*On ne lâchera rien*», prévient Philippe Meunier.

SOLENN DE ROYER

## L'aile centriste de la majorité se rassemble

Un texte commun devrait être signé ce week-end, à Lyon, lors des «*ateliers des radicaux*», par plusieurs «*centristes*» de la majorité: Jean-Louis Borloo (UMP, président du Parti radical), Jean-Marie Bockel (président de La Gauche moderne), Marc-Philippe Daubresse (UMP), Jean-Christophe Lagarde (Nouveau Centre), Brice Lalonde (ancien président de Génération écologie), Maurice Leroy (Nouveau Centre), Pierre Méhaignerie (UMP) et Jean-Pierre Raffarin (UMP).

La Croix du 3 sept. 2010